

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 22/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DU PARC EOLIEN DE LUC SUR ORBIEU**

Centre d'affaires Wilson  
1 carrefour de l'Hours -CS 50002  
34500 Béziers

Références : DREAL-UID11/66-C3-2025-199  
Code AIOT : 0006605556

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement SOCIETE DU PARC EOLIEN DE LUC SUR ORBIEU implanté LD GARRIGO PLANO 11200 LUC-SUR-ORBIEU. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DU PARC EOLIEN DE LUC SUR ORBIEU
- LD GARRIGO PLANO 11200 LUC-SUR-ORBIEU
- Code AIOT : 0006605556
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 6 aérogénérateurs d'une puissance totale de 12 MW) mis en service en 2013.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 12 | Risques           | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|-----------------------|---|-------------------|
| 1  | Généralités           | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2   | Sans objet        |
| 2  | Exploitation          | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12    | Sans objet        |
| 3  | Exploitation          | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14    | Sans objet        |
| 4  | Exploitation          | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20    | Sans objet        |
| 5  | Bruit                 | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28    | Sans objet        |
| 6  | Balisage              | Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5     | Sans objet        |
| 7  | Document aéronautique | Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5     | Sans objet        |
| 8  | Prévention incendie   | Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5     | Sans objet        |
| 9  | ESP                   | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III | Sans objet        |
| 10 | Exploitation          | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13    | Sans objet        |
| 11 | Exploitation          | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16    | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les irrégularités constatées lors du précédent contrôle fin 2023 ont été régularisées.

Certains extincteurs semblent ne pas avoir fait l'objet de contrôles dans la période d'un an. Des justificatifs doivent être fournis pour confirmer ou infirmer ce problème.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Généralités

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, OREOL   |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

|  |
|--|
| <p>II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les corrections attendues ont été effectuées sur OREOL.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 2 : Exploitation

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le versement du suivi environnemental sur DepoBio a été effectué le 15 avril 2024.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 3 : Exploitation

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneaux et signalétique</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur</p> |

|   |
|---|
| le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les numéros affichés sur les éoliennes ont été rectifiés et positionnés de manière à être visibles depuis les voies d'accès en mars 2024.<br>Les signalétiques défectueuses ont été remplacées.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 4 : Exploitation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. |
| <b>Constats :</b><br><br>Un container Eolbox a été installé sur le site le 14 avril 2025 pour stocker temporairement les déchets sur site et éviter le regroupement sur un site de maintenance non déclaré à cet effet, dans l'attente de contractualisation avec un prestataire conforme.                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 5 : Bruit

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures sonores  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le rapport de la campagne acoustique réalisée en 2016 a été transmis. En l'absence de non-  |

conformité constatée lors de cette campagne, une nouvelle campagne ne s'impose pas avant le renouvellement du parc éolien autorisé par l'arrêté préfectoral n°DREAL-UID11/66-C3-2024-028 du 26 décembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Balisage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité

**Prescription contrôlée :**

Le balisage diurne et nocturne des éoliennes est réalisé conformément à la réglementation en vigueur.

**Constats :**

Le certificat de conformité du balisage a été transmis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Document aéronautique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inscription

**Prescription contrôlée :**

Le parc est inscrit sur la documentation aéronautique.

**Constats :**

Le justificatif d'inscription dans les documents aéronautiques est fourni.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Prévention incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Débroussaillage

**Prescription contrôlée :**

Le débroussaillage autour des installations est sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que de 10 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès.

**Constats :**

La convention avec l'ACCA pour le débroussaillage a été transmise et a été renouvelée pour 3 ans. Les campagnes de débroussaillage ont lieu en mars/avril puis en septembre/octobre. Le débroussaillage printanier 2025 a été finalisé le 14 avril 2025.

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 9 : ESP**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, ESP  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. |
| <b>Constats :</b><br><br>La liste des ESP (Equipements Sous Pression) et les certificats de conformité sont fournis.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 10 : Exploitation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les éoliennes E1 et E5 sont bien fermées à clé.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 11 : Exploitation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| <b>Constats :</b>   |

L'intérieur des éoliennes E1 et E5 est propre et sans stockage de matériaux combustibles ou inflammables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

**Constats :**

Les extincteurs sont présents dans les éoliennes E1, E5, dans le PDL (Poste De Livraison) et dans le SCADA.

La date de contrôle de l'extincteur de l'éolienne E5 est illisible: un certificat de contrôle doit être fourni.

Le SCADA contient deux extincteurs dont un n'a pas fait l'objet de contrôle dans la période d'un an. Un justificatif doit être fourni pour vérifier le contrôle. En l'absence de contrôle, cet extincteur doit être retiré du SCADA.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois